



Contexte et méthodologie

Les affrontements entre des groupes armés rivaux centrafricains au nord du pays à la fin de l'année 2017 ont entraîné d'importants déplacements de populations aussi bien à l'intérieur de la Centrafrique que vers le Tchad voisin. A la fin du mois de janvier 2018, le HCR a dénombré près de 20 000 nouveaux réfugiés installés dans plus de 44 localités différentes au sud du Tchad principalement dans la région du Logone Oriental, dans les départements de Monts de Lam et de la Nya Pendé.

Les besoins de ces populations sont, de fait, très importants et concernent quasiment tous les secteurs (alimentation, nutrition, santé, eau, hygiène, abris...). Cependant, les besoins immédiats de survie rentent centrés sur la sécurité alimentaire et la nutrition des réfugiés mais aussi des populations qui les ont accueillis en puisant dans leurs ressources propres. Face aux informations faisant état de l'épuisement des ressources alimentaires de ces ménages hôtes, différents partenaires sous la coordination du Cluster Sécurité Alimentaire ont décidé de mener une enquête de sécurité alimentaire en situation d'urgence (en anglais EFSA) pour mieux cerner la situation. Les données de cette évaluation ont été collectées du **26 février au 3 mars 2018** sur la base de trois questionnaires (ménage, communautaire, marché) dans les 3 cantons qui hébergent ces nouveaux réfugiés. 897 ménages (réfugiés, populations locales) sur 900 prévus ont été interrogés dans 19 villages. L'enquête a concerné uniquement les réfugiés hébergés dans les villages hôtes dans lesquels, on retrouve 3 principales configurations: (i) des ménages locaux hôtes de réfugiés (ii) des ménages réfugiés isolés (iii) des ménages autochtones n'ayant pas accueilli des réfugiés. Suivant ces cas de figures, il a été constaté des différences dans la situation des ménages. Les principaux résultats sont présentés ci-après.

Quelle est la proportion de ménages en insécurité alimentaire?

Les **ménages réfugiés vivant de façon isolée** dans les villages d'accueil sont ceux dont la situation alimentaire est la plus dégradée. En effet, 22% d'entre eux sont en insécurité alimentaire sévère et 59,5% sont en insécurité alimentaire modérée (voir tableau 1). Les **ménages ayant accueilli des réfugiés** enregistrent également des taux d'insécurité alimentaire très élevés. Près de 2/3 d'entre eux sont en insécurité alimentaire avec 2,1% affectés par la forme sévère. Néanmoins, la situation alimentaire reste préoccupante dans les **ménages vivant dans les villages hôtes mais qui n'ont pas accueilli de réfugiés**. 47,5% de ces ménages autochtones sont également en insécurité alimentaire (3,7% de sévère).

Où sont les ménages en insécurité alimentaire?

Ce sont les ménages réfugiés isolés du **canton de Beka** qui enregistrent les **taux d'insécurité alimentaire les plus élevés**. 95,6% de ces réfugiés vivant de façon isolée dans les villages du canton sont en insécurité alimentaire avec 29% concernés par la forme sévère. 11% des ménages réfugiés isolés du canton de Oudoumian sont également en insécurité alimentaire sévère.

La situation des ménages ayant accueilli des réfugiés, même si elle est pour l'instant moins dégradée que celles des réfugiés isolés, est également assez préoccupante. En effet, 85% des ménages du canton de Kaba-Roangar sont en insécurité alimentaire (2% de sévère) et ceci malgré le départ de la grande partie des réfugiés, relocalisés dans les camps de Dosseye et Doholo.

Quelles sont les personnes en insécurité alimentaire?

Globalement, **l'insécurité alimentaire affecte plus les ménages dirigés par une femme** que ceux dirigés par un homme et ceci que ce soit un ménage autochtone ou un ménage réfugié. Les réfugiés ont été principalement accueilli dans des ménages dirigés par les hommes. Du fait de leurs vulnérabilités structurelles, les ménages dirigés par des femmes ont une capacité réduite d'accueil. Ceux qui ont quand même fait preuve de solidarité, ont été confrontés à plus de difficultés alimentaires que les autres.



Programme
Alimentaire
Mondial





Les ménages monoparentaux (veufs(ves), séparés(es)/divorcés(es)) sont également plus en insécurité alimentaire que lorsqu'il y a deux conjoints dans les ménages. Il n'y a pas de relation linéaire entre l'âge du chef de ménage et son niveau d'insécurité alimentaire. Les ménages de grandes tailles sont plus confrontés à l'insécurité alimentaire que les ménages de plus petite tailles (cf. infra).

Chez les ménages ayant accueilli des réfugiés comme chez les ménages de réfugiés isolés, la possession de bétail est sans influence sur leur consommation alimentaire et leur sécurité alimentaire du groupe. Par contre, chez les ménages autochtones n'ayant pas accueilli de réfugiés, les taux d'insécurité alimentaire sont plus faibles au sein des ménages possédant les animaux. La pratique de l'agriculture au cours de la campagne agricole précédente semble avoir un effet contraire sur la situation de sécurité alimentaire du ménage. Les taux d'insécurité alimentaire de ce groupe sont plus élevés.

Les ménages qui déclarent avoir été affectés par un choc au cours des trois derniers mois sont ceux qui enregistrent les taux d'insécurité alimentaire les plus élevés. Parmi les chocs déclarés par les réfugiés, les plus récurrents sont le conflit qui les a fait fuir et la perte d'un membre du ménage. Chez les populations locales, ce sont les facteurs ayant influencé la production agricole (inondation, sécheresse, ennemis de cultures) de cette année qu'elles ont le plus mentionnés ainsi que l'afflux de réfugiés.

Pourquoi sont-ils en insécurité alimentaire?

Les taux d'insécurité alimentaire résultent essentiellement d'une consommation alimentaire très peu diversifiée et de dépenses presque entièrement consacrées à l'alimentation. Plusieurs facteurs expliquent cette situation globalement dégradés pour tous les types de ménages. D'abord, la campagne agricole 2017/2018 a été marquée dans le département de la Nya Pendé par une baisse de production liée à l'inondation des cultures suivi d'un arrêt précoce des pluies au mois de septembre. Cette baisse de production a réduit les disponibilités de vivres dans les ménages de la zone en plus d'entraîner depuis le mois de décembre, des hausses de prix des céréales locales réduisant ainsi l'accès à ces produits pour tous les ménages. A l'arrivée des réfugiés en décembre et janvier, les ménages hôtes par solidarité, ont puisé dans leurs stocks déjà faibles pour les assister.

Dans le canton de Kaba-Roangar où les réfugiés ont été relocalisés dans les camps de Dosseye et Doholo, les données indiquent qu'ils auraient laissé les ménages hôtes exsangues. Dans le canton de Bekan, les ménages réfugiés enregistrés par le HCR ont reçu une assistance alimentaire en janvier et février. Cependant, leurs taux d'insécurité alimentaire restent élevés à cause du fait que leur effectif a plus que doublé par l'arrivée de nouveaux réfugiés non encore enregistrés. Le partage des rations dans des ménages de taille plus importante entraîne un épuisement précoce et laisse le ménage le reste du mois dans des difficultés énormes pour assurer son alimentation.

Quelles formes d'assistance peut aider à améliorer leur situation des ménages?

La situation alimentaire des nouveaux réfugiés centrafricains et de leurs ménages hôtes (ou ayant accueilli des réfugiés) tchadiens est des plus alarmantes selon les résultats de l'EFSA et nécessite une réponse rapide et appropriée. Parmi les actions prioritaires à prendre, il faut entre autres:

- ◆ **Poursuivre l'assistance alimentaire inconditionnelle** avec une ration complète utilisant comme modalité des coupons ou des vivres jusqu'aux prochaines récoltes (septembre);
- ◆ **Procéder à l'enregistrement de tous les nouveaux réfugiés** qui sont dans les ménages de façon à couvrir toutes les personnes dans le besoin;
- ◆ Aider les ménages hôtes, autochtones et réfugiés à **préparer la campagne agricole à venir** à l'aide d'outils, de semences, d'intrants et d'accompagnement technique. La construction de structures de stockage comme des banques de céréales aiderait à la conservation de la production;
- ◆ Promouvoir les activités de renforcement de la résilience et des **moyens d'existence** (maraîchage, pêche, AGR...) au profit des réfugiés et des populations locales pour favoriser leur autonomisation.





Tableau 1 : Insécurité alimentaire (CARI) des ménages réfugiés

Domaines et indicateurs		Sécurité alimentaire	Sécurité alimentaire marginale	Insécurité alimentaire modérée	Insécurité alimentaire sévère
Score de consommation alimentaire (FCS)		Acceptable 40,4%	-	Limite 33,6%	Pauvre 26%
Capacité d'adaptation	Vulnérabilité économique (Part des dépenses alimentaires)	Moins de 50%	50%-65%	65%-75%	75% et plus
		2,8%	5,4%	11,1%	80,7%
	Dépréciation des actifs (stratégies de moyens d'existence)	Aucune	Stress	Crise	Urgence
		28,4%	3,1%	62,3%	6,2%
Insécurité alimentaire		1%	17,5%	59,5%	22%

Tableau 2 : Insécurité alimentaire selon les cantons et les types de ménages

		Classe de sécurité alimentaire			
		Sécurité alimentaire	Légère insécurité alimentaire	Insécurité alimentaire modérée	Insécurité alimentaire sévère
		%	%	%	%
Kaba-Roangar	Ménage hôte de réfugiés	0,0	15,0	83,0	2,0
	Ménage de réfugiés	2,9	41,7	50,5	4,9
	Ménage autochtone	2,0	48,0	48,0	2,0
Békan	Ménage hôte de réfugiés	9,5	31,6	57,6	1,3
	Ménage de réfugiés	0,0	4,4	66,7	28,9
	Ménage autochtone	7,5	50,0	40,0	2,5
Oudoumian	Ménage hôte de réfugiés	3,9	46,1	45,1	4,9
	Ménage de réfugiés	3,0	42,6	43,6	10,9
	Ménage autochtone	4,1	49,5	38,1	8,2

Pour plus d'informations, contacter :
 Mary-Ellen McGroarty, Directrice du PAM
 Atsvi Gamli, Chargé de Programme VAM
 Francesco Mazzarelli, Coordonnateur du Cluster SA



Programme Alimentaire Mondial

